



Université Paris Sciences et Lettres

DELIBERATION N°73/2025

Approbation du Budget initial 2026

Le Conseil d'administration de l'Université PSL
dans sa séance du 18 décembre 2024

Vu le code de la recherche ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;

Vu le décret n° 2019-1130 du 5 novembre 2019 portant création de l'Université Paris sciences et lettres (Université PSL) et approbation de ses statuts ;

Vu les statuts de l'Université Paris sciences et lettres ;

Vu le règlement intérieur de l'Université Paris sciences et lettres ;

Vu la désignation du Président de l'Université PSL, El Mouhoub Mouhoud, par délibération n°48/2024 du 17 décembre 2024 ;

DECIDE

Article 1:

Le Conseil d'Administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 40,4 ETPT sous plafond et 186,8 ETPT hors plafond maximum ;
- 91 604 993 € d'autorisations d'engagement maximum dont 16 196 293 € de personnel ;
- 73 266 699 € de fonctionnement et d'intervention et 2 142 000 € d'investissement ;
- 81 487 015 € de crédits de paiement maximum dont 16 196 293 € de personnel ;
- 63 48 722 € de fonctionnement et d'intervention et 2 412 000 € d'investissement ;
- 71 376 701 € de prévisions de recettes évaluatives ;
- - 10 110 314 € de solde budgétaire évaluatif (déficitaire).

Article 2 :

Le conseil d'administration vote les agrégats financiers et comptables évaluatifs suivants :

- - 9.939.056 € de variation de trésorerie ;
- - 1.165.028 € de résultat patrimonial ;
- - 1.058.361 € de capacité d'autofinancement ;
- - 2.894.055 € de diminution de fonds de roulement.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.

27 voix « pour »,

0 voix « contre »,

11 abstentions,



Le Président
Professeur El Mouhoub Mouhoud

Voies et délais de recours :

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet, d'un recours gracieux devant le Président de l'Université PSL, adressé au 60 rue Mazarine 75006 Paris, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris, adressé au 7 Rue de Jouy 75004 Paris.



Direction générale des Services

Direction des Finances

Université Paris Sciences et Lettres

Budget Initial 2026

Présenté par M. El Mouhoub MOUHOUD

Conseil d'Administration du 18 décembre 2025

Université Paris sciences et Lettres

Siret : 13002614900018

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui - 2026

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT - UNIVERSITE

			Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP	(C) = (A) + (B)
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	Global
Enseignants, enseignants chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	6,0		6,0
		CDI		2,0	2,0
	Non permanents	CDD	15,4	17,5	32,9
		Contrats doctoraux	9,0	6,7	15,7
S/total EC			30,4	26,2	56,6
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			-	-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	10,0		10,0
		CDI		14,8	14,8
	Non permanents	CDD		145,8	145,8
S/total Biatss			10,0	160,6	170,6
Totaux			40,4	186,8	227,2

BUDGET INITIAL - 2026 POUR DELIBERATION CA DU 18/12/2025

Tableau 2 : Autorisations budgétaires (pour vote de l'organe délibérant)

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Budget Grand Etablissement

DEPENSES								
	AE				CP			
	Budget N-1	Prévision d'exécution N-1	Budget Initial N	Ecart BI N et BI N-1	Budget N-1	Prévision d'exécution N-1	Budget Initial N	Ecart BI N et BI N-1
Hors enveloppe 'Contrats de recherche'	126 434 811	126 434 811	91 604 993	-34 829 818	90 626 448	90 626 448	81 487 015	-9 139 433
Personnel	14 961 511	14 961 511	16 196 293	1 234 782	14 961 511	14 961 511	16 196 293	1 234 782
dont contributions employeur au CAS Pension								
Fonctionnement	108 561 300	108 561 300	73 266 699	-35 294 601	72 752 937	72 752 937	63 148 722	-9 604 215
Investissement	2 912 000	2 912 000	2 142 000	-770 000	2 912 000	2 912 000	2 142 000	-770 000
Enveloppe 'Contrats de recherche'								
Personnel								
dont contributions employeur au CAS Pension								
Fonctionnement								
Investissement								
TOTAL DES DEPENSES	126 434 811	126 434 811	91 604 993	-34 829 818	90 626 448	90 626 448	81 487 015	-9 139 433
Solde budgétaire (excédent)								

RECETTES				
	Budget N-1	Prévision d'exécution N-1	Budget Initial N	Ecart BI N et BI N-1
Recettes globalisées	75 436 791	75 436 791	71 376 701	-4 060 090
Subventions pour charges de service public	8 094 557	8 094 557	7 022 026	-1 072 531
Autres financements de l'Etat	63 446 728	63 446 728	57 652 010	-5 794 718
Fiscalité affectée	59 000	59 000	59 000	
Autres financements publics	419 112	419 112	976 926	557 814
Recettes propres	3 417 394	3 417 394	5 666 739	2 249 345
Recettes fléchées				
Financements de l'Etat fléchés				
Autres financements publics fléchés				
Recettes propres fléchées				
TOTAL DES RECETTES	75 436 791	75 436 791	71 376 701	-4 060 090
Solde budgétaire (déficit)	15 189 657	15 189 657	10 110 314	

BUDGET INITIAL - 2026 POUR DELIBERATION CA DU 18/12/2025

TABLEAU 3 : Tableau des dépenses par destination (pour information de l'organe délibérant)

Budget Grand Etablissement

Budget		Dépenses de l'organisme							
		Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
		AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue									
D101	Formation initiale et continue de niveau Licence	2 250 146	2 250 146	378 300	486 300			2 628 446	2 736 446
D102	Formation initiale et continue de niveau Master	4 133 029	4 133 029	1 450 959	5 133 638	100 000	100 000	5 683 988	9 366 667
D103	Formation initiale et continue de niveau Doctorat	802 641	802 641	10 586 125	10 257 798			11 388 766	11 060 439
D105	Bibliothèques et documentation	124 392	124 392	781 300	781 300			905 692	905 692
D106	Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé								
D107	Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies								
D108	Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur								
D109	Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110	Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement								
D111	Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	65 868	65 868					65 868	65 868
D112	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 293 170	1 293 170	42 682 701	29 403 372			43 975 871	30 696 542
D113	Diffusion des savoirs et musées	131 472	131 472	140 000	140 000			271 472	271 472
D114	Immobilier	233 073	233 073	3 482 099	3 482 099			3 715 172	3 715 172
D115	Pilotage et support	6 144 919	6 144 919	12 236 075	11 935 075	160 000	160 000	18 540 994	18 239 994
Étudiants									
D201	Aides directes aux étudiants			830 040	830 040			830 040	830 040
D202	Aides indirectes	570 780	570 780			1 870 000	1 870 000	2 440 780	2 440 780
D203	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	446 803	446 803	699 100	699 100	12 000	12 000	1 157 903	1 157 903
Total		16 196 294	16 196 294	73 266 699	63 148 722	2 142 000	2 142 000	91 604 993	81 487 015

Solde budgétaire (exédent)

BUDGET INITIAL - 2026 POUR DELIBERATION CA DU 18/12/2025

TABLEAU 3 : Tableau des recettes par origine (pour information de l'organe délibérant)

Budget Grand Etablissement

	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées					Recettes fléchées		
	SCSP	Autres financ. Etat	Fiscalité affectée	Autres financ. Publics	Recettes propres	Financement Etat	Autres financ. Publics	Recettes propres
Subvention pour charges de service public	7 022 026							
Droits d'inscription					759 200			
Formation continue, diplômes propres et VAE					250 000			
Taxe d'apprentissage					15 000			
Contrats et prestations de recherche hors ANR								
Valorisation								
ANR investissements d'avenir		57 652 010						
ANR hors investissements d'avenir								
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				37 000				
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				799 059				
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				16 999				
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					278 292			
Autres recettes			59 000	123 868	4 364 247			
	7 022 026	57 652 010	59 000	976 926	5 666 739			

Solde budgétaire (déficit) 10 110 314

BUDGET INITIAL - 2026 POUR DELIBERATION CA DU 18/12/2025

TABLEAU 4 : Equilibre financier (pour vote de l'organe délibérant)

Budget Grand Etablissement

BESOINS (utilisation des financements)				FINANCEMENTS (couverture des besoins)			
	Budget N-1	Prévision d'exécution N-1	Budget Initial N	Budget N-1	Prévision d'exécution N-1	Budget Initial N	
Solde budgétaire (déficit)	15 189 657	15 189 657	10 110 314				Solde budgétaire (excédent)
Emprunts : remboursements en capital							Emprunts : encaissements en capital
Prêts : décaissements en capital							Prêts : encaissements en capital
Dépôts et cautionnements							Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	7 362 748		7 241 559	7 362 748		7 412 818	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	22 552 405	15 189 657	17 351 873	7 362 748		7 412 818	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
Variation de la trésorerie				15 189 657	15 189 657	9 939 056	Variation de la trésorerie
dont abondement de la trésorerie fléchée							dont prélèvement sur la trésorerie fléchée
dont abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)				15 189 657	15 189 657	9 939 056	dont prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)
TOTAL DES BESOINS	22 552 405	15 189 657	17 351 873	22 552 405	15 189 657	17 351 873	TOTAL DES FINANCEMENTS

BUDGET INITIAL - 2026 POUR DELIBERATION CA DU 18/12/2025
TABLEAU 5 : Opérations pour le compte de tiers (pour information de l'organe délibérant)

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Budget Grand Etablissement

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Nouveaux emprunts				
Opérations au nom et pour le compte de tiers			7 241 559	7 412 818
IMF-NMR (EQUIPEX + coordonné par PSL)	44301/46701	ENS	389 181	400 300
D-PHENO-SCREEN (EQUIPEX + coordonné par PSL)	44305/46705	Inserm, Curie, Gustave Roussy	1 809 626	1 861 329
IDEE (EQUIPEX + coordonné par PSL)	44308/46708	ENS, PSE	1 001 471	1 030 085
Biblissima+ ((EQUIPEX +)	44306/46706	EPHE, ENC, ENS	185 328	185 328
DEEPSEA (EQUIPEX +)	44309/46709	ENS	21 213	21 213
LIFE OBS (EQUIPEX +)	44310/46710	Dauphine	68 724	68 724
MUDIS4LS (EQUIPEX +)		Curie	19 481	20 038
AIDHY (PEPR coordonné par PSL)	44311/46711	Dauphine, CEA + 9 autres	734 823	743 694
SSF-ML-DH (PEPR coordonné par PSL)	44312/46712	Dauphine, INRIA, CEA	392 130	404 918
SANSO (PEPR coordonné par PSL)	44314/46714	ENS, Dauphine, Paris 1	390 646	405 000
PDE-IA (PEPR coordonné par PSL)	44315/46715	CNRS, Dauphine, INRIA + 7 autres	914 957	922 457
SECURE COMPUTE (PEPR coordonné par PSL)	44316/46716	ENS, CEA, CNRS, Mines Telecom	814 441	814 441
COLLIMATOR (PEPR)	44313/46713	Curie	44 352	47 520
RNAVAC (PEPR)	44318/46718	Curie	49 140	52 650
BACTER (PEPR)	44319/46719	ENS	88 830	95 175
PEACE (PEPR)	44320/46720	ENS	21 087	22 594
LEGEND (PEPR)	44321/46721	ENS	48 199	51 641
AI4SCMED (PEPR)	44322/46722	Curie	35 578	38 119
HQI (PEPR)		ENS	47 532	51 000
CANETE (PEPR)		ENS	403	432
ATLASEA (PEPR)		EPHE	8 820	9 450
EFAR (PEPR)		ENS	60 397	64 711
PROMETHEUS (IHU)		ESPCI, ENS	95 200	102 000
Autres décaissements pour comptes de tiers				
Autres opérations pour comptes de tiers				
TOTAL OPERATIONS COMPTES DE TIERS			7 241 559	7 412 818

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

BUDGET INITIAL - 2026 POUR DELIBERATION CA DU 18/12/2025
TABEAU 6 : Situation patrimoniale (pour vote de l'organe délibérant)

Budget Grand Etablissement

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Budget N-1	Pre exéc	Budget Initial N	PRODUITS	Budget N-1	prev exe	Budget Initial N
Personnel	14 911 511	14 911 511	16 196 293	Subventions de l'Etat	79 775 355	79 775 355	71 583 989
Dont charges de pensions civiles				Fiscalité affectée	59 000	59 000	59 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	73 484 004	73 484 004	63 829 789	Autres subventions	903 266	903 266	5 666 739
				Autres produits	3 991 794	3 991 794	1 551 326
TOTAL DES CHARGES	88 395 515	88 395 515	80 026 082	TOTAL DES PRODUITS	84 729 415	84 729 415	78 861 054
Résultat prévisionnel : bénéfice				Résultat prévisionnel : perte	3 666 100	3 666 100	1 165 028
TOTAL EQUILIBRE	96 532 251	96 532 251	80 026 082	TOTAL EQUILIBRE	88 395 515	88 395 515	80 026 082

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Budget N-1	Pre exéc	Budget Initial N
Résultat prévisionnel de l'exercice	-3 666 100	-3 666 100	-1 165 028
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	681 067	681 067	681 067
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	574 400	574 400	574 400
CAF ou IAF *	-3 559 433	-3 559 433	-1 058 361

*Capacité ou Insuffisance d'AutoFinancement

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Budget N-1	Pre exéc	Budget Initial N	RESSOURCES	Budget N-1	Pre exéc	Budget Initial N
Insuffisance d'autofinancement	3 559 433	3 559 433	1 058 361	Capacité d'autofinancement			
Investissements	2 912 000	2 912 000	2 142 000	Financement de l'actif par l'Etat	2 872 000	2 872 000	306 306
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat			
Remboursement des dettes financières				Autres ressources			
TOTAL DES EMPLOIS	6 471 433	6 471 433	3 200 361	Augmentation des dettes financières			
AUGMENTATION du FONDS DE ROULEMENT				TOTAL DES RESSOURCES	2 872 000	2 872 000	306 306
				DIMINUTION du FONDS DE ROULEMENT	3 599 433	3 599 433	2 894 055

Pour information

	CF2024	BI 2025 actualisé exécution 2024	pre exécution 2025	Budget Initial 2026
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION ou DIMINUTION		-3 599 433	-3 599 433	-2 894 055
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT		11 590 224	11 590 224	7 045 001
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION ou DIMINUTION		-15 189 657	-15 189 657	-9 939 056
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	21 609 973	18 010 540	18 010 540	15 116 485
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-43 178 992	-31 588 768	-31 588 768	-24 543 767
Niveau de la TRESORERIE	64 788 965	49 599 308	49 599 308	39 660 252

BUDGET INITIAL - 2026 POUR DELIBERATION CA DU 18/12/2025
TABLEAU 7 : Plan de Trésorerie (pour information de l'organe délibérant)

Budget Grand Etablissement

K€ TTC	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	49 599 308	60 057 848	57 879 635	55 011 666	69 176 929	66 088 902	63 260 045	82 077 985	76 617 289	72 313 704	80 639 166	80 316 247	39 660 253
<i>dont placements</i>													
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	71 376 701												
Subventions pour charges de service public	1 616 834		129 886	1 616 834			1 402 889			970 087		1 285 495	7 022 026
Autres financements de l'Etat	9 849 704			15 233 847		1 433 674	17 282 915		2 899 852	9 822 793		1 129 225	57 652 010
Fiscalité affectée											59 000		59 000
Autres financements publics	244 232			244 232			244 232				244 232		976 926
Recettes propres	15 679	51 067	82 853	18 943	9 889	140 327	646 762	13 219	32 754	479 991	3 190 949	984 307	5 666 739
A2. Recettes budgétaires fléchées													
Financements de l'Etat fléchés													
Autres financements publics fléchés													
Recettes propres fléchées													
A3. Opérations non budgétaires													
Emprunts : encaissements en capital													
Prêts : encaissements en capital													
Dépôts et cautionnements													
Opérations pour compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA				1 538 261	2 175 801		3 698 756						7 412 818
TVA													
Autres encaissements sur comptes de tiers													
A. TOTAL ENCAISSEMENTS	11 726 449	51 067	212 739	18 652 117	2 185 690	1 574 001	23 275 553	13 219	2 932 606	11 272 871	3 494 180	3 399 026	78 789 518
DECAISSEMENTS													
B1. Dépenses liées à des recettes globalisées													
Personnel	1 220 967	1 216 998	1 331 032	1 374 304	1 321 491	1 356 547	1 432 463	1 318 118	1 412 889	1 318 393	1 373 829	1 519 264	16 196 293
Fonctionnement	46 942	967 763	1 581 041	2 581 568	1 950 538	584 167	2 947 655	426 881	5 715 769	1 628 867	2 186 290	42 531 240	63 148 722
Intervention													
Investissement		44 519	168 636	530 982	634 684	286 344	77 495	30 161	107 533	149	256 980	4 516	2 142 000
B2. Dépenses liées à des recettes fléchées													
Personnel													
Fonctionnement													
Intervention													
Investissement													
B3. Opérations non budgétaires													
Emprunts : remboursements en capital													
Prêts : décaissements en capital													
Dépôts et cautionnements													
Opérations pour compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA					1 367 002	2 175 801	3 698 756						7 241 559
TVA													
Autres décaissements sur comptes de tiers													
B. TOTAL DECAISSEMENTS	1 267 909	2 229 280	3 080 709	4 486 854	5 273 716	4 402 858	4 457 613	5 473 915	7 236 191	2 947 409	3 817 099	44 055 020	88 728 574
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	10 458 540	-2 178 213	-2 867 969	14 165 263	-3 088 026	-2 828 858	18 817 940	-5 460 696	-4 303 585	8 325 462	-322 919	-40 655 994	-9 939 056
SOLDE CUMULE (1) + (2)	60 057 848	57 879 635	55 011 666	69 176 929	66 088 902	63 260 045	82 077 985	76 617 289	72 313 704	80 639 166	80 316 247	39 660 253	
<i>dont trésorerie fléchée</i>													
<i>dont trésorerie sur op. non budgétaire</i>													171 259

BUDGET INITIAL - 2026 POUR DELIBERATION CA DU 18/12/2025
TABLEAU 8 : Opérations liées aux recettes fléchées (pour information de l'organe délibérant)

Budget Grand Etablissement

	Antérieures à N non dénouées	2026	2027	2028	2029
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)					
Financements de l'Etat fléchés					
Autres financements publics fléchés					
Recettes propres fléchées					
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)					
Personnel					
AE=CP					
Fonctionnement et intervention					
AE					
CP					
Investissement					
AE					
CP					
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b)-(c)					

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles - prévisions

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT																		
Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes																		
A/Prévisions de dépenses																		

B/Prévisions de recettes

			Exécution prévisionnelle à fin 2025			Prévisions BI 2026			Prévisions en N+1 et suivantes			
Contrats de recherche universitaire	Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à 2025	Encaissement prévus en 2025	Encaissements des années antérieures à 2026	Encaissement prévus en 2026(Conv)	TOTAL Encaissement à fin 2026	Reste à encaisser après 2026	Encaissements prévus en 2027	Encaissements prévus en 2028	Encaissements prévus > 2028
	COFUND	Financement de l'Etat*							-	-	-	0
		Autres financements publics**	2 115 360	1 471 260	-	1 471 260		1 471 260	644 100	644 100	-	0
		Autres financements***	520 735	172 250	17 875	190 125		190 125	330 610	330 610	-	0
	TOTAL COFUND		2 636 095	1 643 510	17 875	1 661 385	-	1 661 385	974 710	-	-	974 710
	CLUSTER IA	Financement de l'Etat*	75 000 000	-	13 500 000	13 500 000	13 500 000	27 000 000	48 000 000	13 500 000	13 500 000	21 000 000
		Autres financements publics**				-		-	-			0
		Autres financements***				-		-	-			0
	TOTAL CLUSTER IA		75 000 000	-	13 500 000	13 500 000	13 500 000	27 000 000	48 000 000	13 500 000	13 500 000	21 000 000
	PUI	Financement de l'Etat*	10 942 000	4 376 800	-	4 376 800	4 376 800	8 753 600	2 188 400		2 188 400	0
		Autres financements publics**	-	-		-		-	-			0
		Autres financements***	-	-		-		-	-			0
	Total PUI		10 942 000	4 376 800	-	4 376 800	4 376 800	8 753 600	2 188 400		2 188 400	
	RP ASDESR ONEPSLRP	Financement de l'Etat*	3 228 848	-	754 709	754 709	463 051	1 217 760	2 011 088	350 000	260 000	1 401 088
		Autres financements publics**	-	-	-	-		-	-			0
		Autres financements***	-	-	-	-		-	-			0
	Total RP ASDESR		3 228 848	-	754 709	754 709	463 051	1 217 760	2 011 088	-	260 000	1 751 088
	EUR FRONT COG (25-28)	Financement de l'Etat*	4 899 929		1 235 274	1 235 274	1 309 668	2 544 942	2 354 987	1 235 274	1 119 713	
		Autres financements publics**		-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***		-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Total EUR		4 899 929	-	1 235 274	1 235 274	1 309 668	2 544 942	2 354 987	1 235 274	1 119 713	0
	Grands Programmes	Financement de l'Etat*	36 508 544	-	7 301 709	7 301 709	7 598 989	14 900 698	21 607 846	7 301 709	7 301 709	7 004 428
		Autres financements publics**		-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***		-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Total Grands Programmes		36 508 544	-	7 301 709	7 301 709	7 598 989	14 900 698	21 607 846	7 301 709	7 301 709	7 004 428
	SFRI	Financement de l'Etat*	20 000 000	10 000 000	2 000 000	12 000 000	2 000 000	14 000 000	6 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
		Autres financements publics**		-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***		-	-	-	-	-	-	-	-	0
Total SFRI		20 000 000	10 000 000	2 000 000	12 000 000	2 000 000	14 000 000	6 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	
Contrats d'enseignement	CMA-Quantique national QuanTEdu-France	Financement de l'Etat*	4 499 248	1 619 778	2 024 650	3 644 428	809 744	4 454 172	45 076	45 076		
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***	-	-		-		-	-	-	-	0
	Total Quantique national		4 499 248	1 619 778	2 024 650	3 644 428	809 744	4 454 172	45 076	45 076	-	0
	CMA-IA(EFELIA- PRAIRIE)	Financement de l'Etat*	8 840 705	3 978 317	3 978 317	7 956 634		7 956 634	884 071	884 071	-	0
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Total CMA-IA		8 840 705	3 978 317	3 978 317	7 956 634		7 956 634	884 071	884 071		0
	CMA Spatial	Financement de l'Etat*	2 263 916	-	1 018 762	1 018 762	1 018 762	2 037 524	226 392	-	226 392	0
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Total CMA Spatial		2 263 916	-	1 018 762	1 018 762	1 018 762	2 037 524	226 392	-	226 392	0
	CMA ParisSantéNum	Financement de l'Etat*	1 200 000	540 000	-	540 000	-	540 000	660 000	540 000		120 000
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Total CMA ParisSantéNum		1 200 000	540 000	-	540 000	-	540 000	660 000	540 000	-	120 000
	CMA Mercasto	Financement de l'Etat*	4 500 000	-	2 025 000	2 025 000	-	2 025 000	2 475 000	2 025 000		450 000
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Total CMA Mercasto		4 500 000	-	2 025 000	2 025 000	-	2 025 000	2 475 000	-	-	2 475 000

			Exécution prévisionnelle à fin 2025			Prévisions BI 2026			Prévisions en N+1 et suivantes			
	Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à 2025	Encaissement prévus en 2025	Encaissements des années antérieures à 2026	Encaissement prévus en 2026(Conv)	TOTAL Encaissement à fin 2026	Reste à encaisser après 2026	Encaissements prévus en 2027	Encaissements prévus en 2028	Encaissements prévus > 2028
	CMA I-BE3 PSL BOE	Financement de l'Etat*	6 800 000	-	3 060 000	3 060 000	-	3 060 000	3 740 000	3 060 000	-	680 000
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Total CMA I-BE3 PSL BOE		6 800 000	-	3 060 000	3 060 000	-	3 060 000	3 740 000	3 060 000	-	680 000
Contrats d'enseignement	ExcellencEs One psl_Impact	Financement de l'Etat*	23 912 000	5 579 466	1 992 666	7 572 132	1 992 666	9 564 798	14 347 202	1 992 666	1 992 666	10 361 870
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Total EXCELLENCES		23 912 000	5 579 466	1 992 666	7 572 132	1 992 666	9 564 798	14 347 202	1 992 666	1 992 666	10 361 870
	DEMOES	Financement de l'Etat*	7 250 000	6 525 000	-	6 525 000	725 000	7 250 000	-	-	-	0
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Univ PSL (autofinancement)		1 663 694									
	Total DEMOES		8 913 694	6 525 000	-	6 525 000	725 000	7 250 000	1 663 694	-	-	1 663 694
	IDEES	Financement de l'Etat*	13 000 000	4 387 000	1 462 500	5 849 500	1 462 500	7 312 000	5 688 000	1 462 500	1 462 500	2 763 000
		Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Autres financements***		-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	
Total IDEES		13 000 000	4 387 000	1 462 500	5 849 500	1 462 500	7 312 000	5 688 000	1 462 500	1 462 500	2 763 000	
Contrats de recherche universitaire		Ss total financement de l'Etat	150 579 321	14 376 800	24 791 692	39 168 492	29 248 508	68 417 000	82 162 321	24 386 983	26 369 822	31 405 516
		Ss total autres financements publics	2 115 360	1 471 260	-	1 471 260	-	1 471 260	644 100	644 100	-	-
		Ss total autres financements	520 735	172 250	17 875	190 125	-	190 125	330 610	330 610	-	-
Contrats d'enseignements		Ss total financement de l'Etat	72 265 869	22 629 561	15 561 895	38 191 456	6 008 672	44 200 128	28 065 741	10 009 313	3 681 558	14 374 870
		Ss total autres financements publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ss total autres financements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Univ PSL (autofinancement)	1 663 694	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			227 144 979	38 649 871	40 371 462	79 021 333	35 257 180	114 278 513	111 202 772	35 371 006	30 051 380	45 780 386

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BI 2026
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N	16 490 490 €
	2 Niveau initial du fonds de roulement	18 010 540 €
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-31 588 768 €
	4 Niveau initial de la trésorerie	49 599 308 €
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	49 599 308 €
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	91 604 993 €
	6 Résultat patrimonial	-1 165 028 €
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	-1 058 361 €
	8 Variation du fonds de roulement	-2 894 055 €
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	0 €
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS 0 €
	Variation des stocks	+ / -
	Charges sur créances irrécouvrables	-
		+
	Produits divers de gestion courante	
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS 7 216 260 €
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
	12 Solde budgétaire	-10 110 314 €
	13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	-171 259 €
	14 Variation de la trésorerie = 12 - 13	-9 939 056 €
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	
Niveaux finaux	15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	7 045 001 €
	16 Variation des restes à payer	10 117 978 €
	17 Niveau final de restes à payer	26 608 468 €
	18 Niveau final du fonds de roulement	15 116 485 €
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-24 543 767 €
	20 Niveau final de la trésorerie	39 660 252 €
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	39 660 252 €
Comptabilité budgétaire		
Comptabilité générale		





BUDGET INITIAL 2026

Université PSL

Conseil d'Administration du 18 décembre 2025

Note de présentation du projet de budget initial 2026

Les éléments chiffrés du projet de budget initial 2026 peuvent être synthétisés de la façon suivante :

Fiche synthétique chiffrée du budget initial 2026

Plafond des emplois : **227 ETPT**

dont 40 ETPT au titre des emplois délégués par l'Etat

SCSP¹ : **7.022.026 €**

	BI 2026	BI 2025 (rappel)
SCSP	7.022.026 €	8.094.557 €

Données budgétaires (CP) :

	BI 2026	BI 2025 (rappel)
Recettes	71.376.701 €	75.436.790 €
Dépenses	91.604.993 €	81.487.015 €
Solde	-10.110.314 €	-15.189.654 €

	BI 2026	BI 2026 (rappel)
Personnel	16.196.293 €	14.961.511 €
Fonctionnement	63.148.722 €	72.752.937 €
Investissement	2.142.000 €	2.912.000 €

Opérations pluriannuelles : 39.983.673 €

Données patrimoniales et financières :

- Résultat prévisionnel : -1.165.028
 - Capacité d'autofinancement : -1.058.361 €
- Prélèvement sur le fonds de roulement : 2.894.055 €

Trésorerie prévisionnelle à fin 2026 : 39.660.252 €

Le projet de budget initial 2026 vise à assurer la réalisation des priorités développées dans la **lettre d'orientation budgétaire et d'emplois 2026** votée par le conseil d'administration en juin 2025.

Parmi les points saillants du projet de budget, il est proposé de souligner les axes suivants :

Tension sur les finances publiques

Le Budget de l'Etat principal financeur de l'université est sous pression mettant par ricochet en tension le budget de l'université. Si l'établissement a su obtenir et sécuriser un important volume de financements publics (ANR, Europe, collectivités) il demeure que ceux-ci connaissent un plateau.

¹ Subvention pour Charges de Service Public

Par ailleurs, l'année 2026 pourrait commencer sous le régime des services votés, limitant la capacité d'engagement de l'université tout en renforçant l'incertitude pesant sur les financements 2026.

SCSP en diminution au BI 2026.

Dès 2026 apparaît une forte incertitude sur l'évolution de la subvention pour charges de service public et ce alors même que ce financement est loin de couvrir les emplois permanents requis pour le fonctionnement de l'université (fonctions de directions supports et métiers).

La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi prévue à 7,0 M€ en baisse de 1,1 M€ par rapport au BI 2025. Ce montant est adossé sur la notification intermédiaire 2025 en l'absence de pré-notification 2026.

L'incertitude évoquée est illustrée par une mesure notifiée le 17 novembre, précisant que la SCSP devait être ajustée *« de toutes les mesures non pérennes, dites « actions spécifiques », dont les COMP, ceci à titre conservatoire. Ces actions spécifiques seront traitées dans les notifications initiales et intermédiaires en 2026 »*.

Cette mesure de dernière minute pèse sur le résultat prévisionnel de l'exercice, tel que programmé au budget initial. En effet, le Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) dont PSL aurait dû percevoir le solde en 2025, avait été reporté, à la demande de l'Etat à l'été 2025 sur 2026. Le projet de budget a donc été initialement établi en intégrant cette ressource.

Si l'on peut espérer pouvoir inscrire la dernière annuité du COMP en budget rectificatif (BR) 2026, cela n'est pas acquis et contribue à faire peser une incertitude sur l'exécution 2026.

Sécurisation, simplification et soutenabilité.

Ces tensions sur les financements rejoignent les enjeux soulignés dans le projet stratégique du mandat qui préconise, dans une première phase, de consolider les fondations de l'université.

Les travaux engagés en 2025 portant sur l'organisation de l'université (siège) et de la fondation, notamment sous les axes des directions métiers et supports, donneront lieu à réalisation en 2026 avec pour enjeux une meilleure efficacité. De premières mesures de renforcement ont été opérées au niveau des fonctions financières (Direction des finances et Agence comptable) et des ressources humaines (DRH) incluant une réflexion sur la conciliation entre fonctions mutualisées entre Université et fondation et la lisibilité des circuits.

Le projet de budget permet aussi, à moyens constants, d'opérer 30 recrutements de postes administratifs, permettant de consolider les besoins structurels identifiés, de réintégrer des postes non pourvus dans les exercices précédant et d'ouvrir des marges de redéploiements, tout en tenant compte de la contrainte budgétaire.

En outre, les travaux visant à la sécurisation du modèle économique et à la soutenabilité budgétaire feront partie des priorités 2026 en s'appuyant sur l'écosystème et les compétences PSL (directions métiers, laboratoires...)

Renforcement des ressources propres et de la dimension « formation ».

Le budget 2026 comporte dans sa composante masse salariale un important effort sur l'enseignement (+1 M€) répondant aux objectifs de renforcement de l'offre de formation et des ressources propres associées.

Il intègre ainsi les premiers effets de l'offre de formation en recettes avec près de 0,9 M€ supplémentaires attendus au titre de la formation continue et de la Paris School of AI.



Financement par prélèvement sur le fonds de roulement de la non inscription du solde du COMP au BI 2026

Ainsi qu'indiqué, l'université a dû retirer de son projet de budget la dernière annuité du COMP entraînant une réfaction de recettes de 1,3 M€ à comparer avec le résultat prévisionnel du BI 2026 qui s'établit à -1,2 M€.

Cette réfaction non prévisible alors que le budget était arrêté conduit l'université à présenter un résultat déficitaire financé par prélèvement sur le fonds de roulement.

Retraité de la reprogrammation du solde des opérations ayant donné lieu à prélèvement sur le fonds de roulement en 2025 et de la déprogrammation du COMP, le résultat prévisionnel apparaît positif à hauteur de 364 K€, en amélioration en regard du BI 2025 de 359 K€ :

	2 025	2 026	variation
RESULTAT PREVISIONNEL	-3 666 098	-1 165 028	2 501 070
Prélèvement FDR (Tranche 5)	3 270 783	123 000	
Prélèvement FDR (Fonds réfugiés)	200 000	135 000	
Prélèvement FDR (Carte européenne)	200 000	0	
Interdiction inscription du COMP et dépenses spécifiques		1 271 221	
Résultat corrigé	4 685	364 193	359 508

* * *

Soutenabilité du budget :Ratios du décret du 2 décembre 2024

Le tableau ci-après présente les ratios de soutenabilité budgétaire prévu au décret du 2 décembre 2024

	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BI 2026	Seuil d'alerte
Trésorerie en nombre de jours	445	443	116	179	< 30 jours
<i>Trésorerie/ (MS+Fonctionnement)*360</i>					
FDR en nombre de jours	192	140	83	69	< 15 jours
<i>FDR/charges d'exploitation*360</i>					
Poids des charges de personnels	20%	24%	15%	21%	>83%
<i>Charges de personnels/ Produits encaissables</i>					

Les **indicateurs de soutenabilité** sont au vert.

En revanche, le résultat prévisionnel apparaît négatif et doit faire l'objet d'un examen spécifique. Sur cet indicateur, il est rappelé que la circulaire relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et opérateurs de l'État précise que *la comptabilité générale ne permet pas, seule, de préjuger de la soutenabilité budgétaire*². Il convient en effet d'examiner des critères croisés et notamment le solde budgétaire, le fonds de roulement, la trésorerie et la capacité à

² **Circulaire** relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et opérateurs de l'État pour 2023, page 43 : « La comptabilisation d'une charge (emploi) ou d'un produit (ressource) en comptabilité générale marque l'entrée dans le patrimoine d'une entité dès lors qu'elle en a acquis le droit. D'un point de vue strictement chronologique, cette information se manifeste donc au milieu de la chaîne financière, et à ce titre, n'offre pas suffisamment de visibilité sur les événements intervenus en amont (programmation/prévision ou engagement juridique), ni sur l'intégralité des conséquences en caisse. De ce fait, la comptabilité générale ne permet pas, seule, de préjuger de la soutenabilité budgétaire. »



assurer le financement des opérations pluriannuelles ce qui est avéré, la trésorerie à fin 2026 permettant de couvrir les dépenses à fin 2026 sur les opérations pluriannuelles compte tenu des restes à recouvrer sur le même périmètre.

Si le caractère soutenable du budget 2026 est assuré, le contexte budgétaire doit cependant faire l'objet d'une attention particulière. L'élaboration d'une modélisation pluriannuelle des équilibres financiers de l'université, en lien avec les travaux sur le modèle économique contribueront à doter l'université d'outils à même de sécuriser sa trajectoire budgétaire. De même, l'université poursuivra en 2026 le travail engagé sur la programmation des opérations pluriannuelle avec un point d'attention particulier sur leur modélisation au sein du SI financier et sur le suivi des frais de gestion associé.

Table des matières

Modalités d'élaboration du BI 2026 et constitution de la note ordonnateur 2026	7
Modalités d'élaboration du budget initial 2026.....	7
Constitution de la note ordonnateur	7
I. Prévisions budgétaires et emplois	9
A. Évolution des emplois (tableau 1) et de la masse salariale.....	9
B. Tableau 2 : Autorisations budgétaires	12
B.1 Présentation de l'évolution des recettes budgétaires prévisionnelles 2026	12
B.2 Présentation de l'évolution des dépenses	16
B.3 Solde budgétaire.....	17
C. Tableau 3 : la présentation des demandes d'ouverture de crédits par destination et par origine de recettes	17
D. Tableau 8 : Opérations liées aux recettes fléchées (Prévisionnel) du budget Agrégé.....	17
E. Tableau 9 : Tableau des opérations pluriannuelles	17
II. Equilibre financier, opération pour compte de tiers et trésorerie.....	19
F. Tableaux 4 et 5 : Equilibre financier du budget et opérations pour compte de tiers.....	19
G. Tableau 7 : Plan de trésorerie prévisionnel	19
III. Situation patrimoniale (tableau 6) et passage de l'exécution budgétaire à l'exécution comptable (tableau 11).....	19
H. Tableau 6 : Evolution de la situation patrimoniale de l'université découlant du projet de budget initial 2026	19
H.1 Résultat prévisionnel de l'exercice.....	19
H.2 Capacité d'autofinancement (CAF) :	20
H.3 Prélèvement sur le fonds de roulement.....	20
I. Equilibre patrimonial.....	21
J. Synthèse budgétaire et comptable (tableau 10)	21

Modalités d'élaboration du BI 2026 et constitution de la note ordonnateur 2026

Modalités d'élaboration du budget initial 2026

La construction du budget initial 2026 de l'Université Paris Sciences et lettres (PSL) intègre les hypothèses suivantes :

Budgétisation des opérations pluriannuelles

La maquette de la liasse budgétaire prescrite par la réglementation GBCP prévoit la programmation de trois typologies d'opérations pluriannuelles : *immobilières, recherche et contrats d'enseignement et formation continue*.

Pour la confection du T9, l'université a retenu l'ensemble des opérations sous financement PIA, quand bien même certaines actions n'entrent pas dans la typologie susvisée (actions mixtes recherche/ enseignement par exemple).

Un travail sur le périmètre des opérations pluriannuelles sera engagé en 2026 en vue de définir la typologie des opérations devant donner lieu à programmation budgétaire pluriannuelle et intégration à la liasse budgétaire.

Recettes fléchées : A ce jour, l'université n'a pas délibéré sur les critères permettant de définir les opérations sous recettes fléchées. Un travail sera engagé en 2026 à cet effet.

Prévision d'exécution 2025 : s'il n'a pas été opéré de prévision d'atterrissage, certaines opérations pluriannuelles présentées dans le tableau 9 de la liasse budgétaire ont fait l'objet de redéploiements des crédits ouverts sur 2025 (AE et CP) afin d'ajuster leur prévision d'exécution sur la pluri annualité.

Constitution de la note ordonnateur

La **liasse budgétaire et comptable** développe trois axes du budget 2026.

I. Les prévisions budgétaires et emplois (tableaux 1, 2, 3, 8,9,) :

Ces tableaux retracent :

- les emplois financés au budget ;
- le montant des autorisations d'engagements (AE) ouvert par l'université et devant donner lieu à engagements juridiques dans le courant de l'année 2026 ;
- le montant des décaissements prévus en 2026 au titre des engagements juridiques pris en 2025 ou antérieurement (ouverture de crédits de paiement - CP) ;
- le montant des recettes prévisionnelles devant donner lieu en 2026 à rapprochement avec des titres de recettes (RE) ;
- les opérations pluriannuelles sous financement fléché ou globalisé.

II. L'équilibre financier 2026 (tableau 4), les opérations pour compte de tiers (tableau 5) et la trésorerie (tableau 7) :

Ces tableaux explicitent l'évolution de la trésorerie prévisionnelle au 31 décembre 2026 en articulant les encaissements et décaissements issus de l'exécution budgétaire prévisionnelle, et les décaissements et encaissements liés aux opérations non budgétaires (opérations pour compte de tiers et TVA notamment).

III. La situation patrimoniale (tableau 6) et le passage de l'exécution budgétaire à l'exécution comptable (tableau 10):

Le tableau 6 est la transcription, suivant le principe des droits constatés, des opérations ayant lieu sur l'exercice 2026. Il permet de déterminer le résultat de l'exercice (différence entre les produits constatés en fonctionnement sur la base de l'acquisition du droit sur l'année et les charges rattachées à l'exercice 2026).

Ce résultat abonde les réserves de l'établissement, s'il est positif, ou correspond à une diminution des réserves, s'il est négatif. A partir du résultat, est calculée la capacité d'autofinancement (CAF) qui représente les ressources dégagées sur l'année et permettant de financer les investissements.

Cette capacité d'autofinancement permet de financer une partie de l'investissement de l'année. La CAF, augmentée des produits d'investissement, couvre tout ou partie des investissements de l'année. En cas d'insuffisance de recettes d'investissement, le complément de financement est opéré par un prélèvement sur le fonds de roulement de l'établissement. En cas de surplus de financement, celui-ci abonde le fonds de roulement de l'université.

Concernant le passage du résultat budgétaire au résultat comptable, il est décrit dans le tableau 10. Celui-ci matérialise et permet d'expliquer les écarts entre la variation du fonds de roulement et le solde budgétaire. Ces écarts provenant principalement des décalages entre les droits constatés et leur encaissement, ou des écarts entre les charges et les décaissements.

La présente partie détaille les prévisions budgétaires 2025 telles que retracées aux tableaux 1, 2, 3, 8, et 9 du budget initial 2026.

I. Prévisions budgétaires et emplois

A. Évolution des emplois (tableau 1) et de la masse salariale

I.1.1 – Le personnel

Les plafonds d’emplois

Budget Grand Etablissement		
ETPT		
Sous plafond	Hors plafond	Total
40,4	186,8	227,2

Le total des ETPT (*équivalent temps plein travaillé*) s’élève à 227,2, dont 186,9 hors plafond.

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat (Contrats doctoraux)	112		
Poste titre II	PU	1	32
	MCF	1	
	PRAG	4	
	CPJ	17	
	BIATSS	9	
Transfert poste PETREL HESAM vers Université PSL	1		
Plafond global prévisionnel Etat	144,7		

En 2026, sur les doctorants financés par la SCSP, seuls les doctorants du Collège de France sont encore gérés par l'Université (9 ETP) ainsi que certains doctorants financés dans le cadre d'appels à projets (ressources propres : COFUND, Quantique, FRM, ... 6,7 ETP).

Ainsi, sur la base des 112 CD comptabilisés dans le plafond d’emplois Etat de PSL, seuls 9 seront consommés par l’établissement, les 103 autres ETPT le seront par les établissements-composantes de PSL. Pour accompagner cette mesure, les moyens attribués dans le cadre de la SCSP sont transférés vers les établissements-composantes.

Le plafond d’emploi Etat présenté ci-dessus est composé d’un professeur d’université, d’un maître de conférence et quatre professeurs agrégés, 17 CPJ et 9 personnels administratifs. Il est précisé qu’il se

distingue des emplois notifiés par l'Etat qui n'inclue pas les CPJ, 2 PRAC et un MCF. Cette présentation qui s'écarte du notifié reprend celle opérée pour le BI 2025 de manière à marquer la position de l'établissement.

• **Tableau prévisionnel des emplois :**

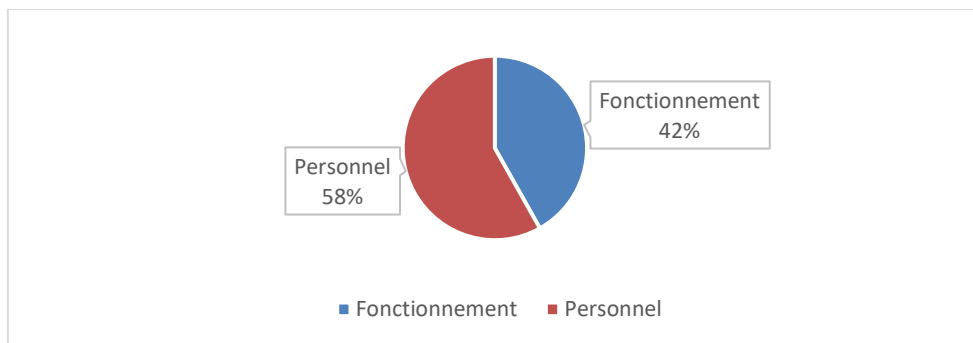
			Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP	Global
Catégories d'emplois		Nature des emplois	En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	6,00		6,00
		CDI		2,00	2,00
	Non permanents	CDD	15,42	17,50	32,92
		Contrats doctoraux	9,00	6,70	15,70
S/total EC			30,42	26,20	56,62
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS				-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	10,00		10,00
		CDI		14,80	14,80
	Non permanents	CDD		145,80	145,80
S/total Biatss			10,00	160,60	170,60
Totaux			40,42	186,80	227,22

Ce tableau s'écarte de la notification reçue de l'Etat, l'université étant en discussion sur son plafond d'emplois :

	Plafond Présenté		Pafond notifié		Ecart (notifié - présenté)
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat (Contrats doctoraux)	112		112		-
Poste titre II	PU	1	PU	1	-
	MCF	1	MCF	1	-
	PRAG	4	PRAG	2	- 2
	CPJ	17	CPJ	-	- 17
	BIATSS	9	BIATSS	9	-
Transfert poste PETREL HESAM vers Université PSL	1		1		-
Plafond global prévisionnel Etat	144,7		126,0		- 18,67

Les dépenses dédiées au personnel sont présentées en globalisant les dépenses inscrites sur l'enveloppe « personnel » (16,2 M€) et également sur celle de « fonctionnement » (11,7 M€). En effet, la structure de l'Université PSL nécessite d'avoir cette vue consolidée, notamment pour les contractuels doctorants.

Le total des dépenses s'élève à 27,9 M€ :



Le tableau ci-dessous présente les évolutions par typologie de postes de dépenses :

Postes de dépenses (crédits de personnel et fonctionnement)	BI 2025	BI2026	Ecart	%
Contrats doctoraux et personnels d'enseignements	13 502 735	16 034 228	2 531 493	19%
Personnels administratifs et de santé	10 593 333	11 028 315	434 982	4%
Vacations administratives, stagiaires et apprentis	161 804	55 350	(106 454)	-66%
Autres mesures	124 806	386 846	262 040	210%
Actions sociales	399 219	366 752	(32 467)	-8%
TOTAL	24 781 897	27 871 491	3 089 594	12%

Part « fonctionnement » :

Les dépenses de personnel imputées en fonctionnement se répartissent en postes administratifs (1,7 M€), Contrats doctorants (9,9 M€) et un poste d'enseignement imputé sur le programme excellence (0,1 M€).

Part « personnel »

Les dépenses imputées sur l'enveloppe « personnel » connaissent les évolutions suivantes :

Étiquettes de lignes	2025	2026	Ecart
ADMINISTRATIF	9 324 704	9 337 593	12 889
MS POSTES ADMINISTRATIFS	9 162 900	9 282 243	119 343
MS VACATIONS ÉTUDIANTES - SERVICES CIVIQUES	161 804	55 350	(106 454)
ENSEIGNEMENT	4 872 839	6 105 102	1 232 263
MS POSTES ENSEIGNANT	1 821 192	2 781 242	960 050
MS HEURES ENSEIGNEMENTS	685 089	559 376	(125 713)
MS CONTRATS DOCTORAUX	546 700	614 008	67 308
MS PROFESSEURS ATTACHES	745 680	770 640	24 960
MS REFERENTIEL ENSEIGNANT	228 931	300 000	71 069
MS CPJ	845 247	1 079 836	234 589
MESURES INTERMINISTERIELLES ET GVT	364 749	386 846	22 097
MS MESURES INTERMINISTERIELLES ET AUTRES PRESTATIONS		183 000	183 000
MS GVT REVALORISATION ET AUTRES		203 846	203 846
POLITIQUE SOCIALE	399 219	366 752	(32 467)
MS MÉDECINE DU TRAVAIL	18 000	20 000	2 000
MS POLITIQUE SOCIALE	331 219	329 752	(1 467)
MS TITRES RESTAURANT			-
MS FIPHP	50 000	17 000	(33 000)
Total général	14 961 511	16 196 293	1 234 782

Les crédits de personnel (16,2 M€) augmentent de 1,2 M€. Cela s'explique principalement par Une hausse de 1,2 M€ sur les enseignements, dont 1M€ au titre de la MS Poste et 0,2 M€ pour les CPJ. Ainsi que

précisé en introduction, le maintien du budget personnel administratif permet cependant d’opérer le recrutement de 30 emplois afin de répondre aux besoins.

Les charges de personnel, peuvent aussi être présentées selon la répartition suivante :

- les **directions mutualisées**, qui assurent des missions dédiées à l’ensemble des établissements-composantes
- Les postes rattachés aux **SMS** reposant sur un modèle économique et des conventions dédiées
- des **postes mis à disposition** au bénéfice de l’établissement-composante

Et enfin :

- les **directions de PSL-siège**, qui portent la stratégie, la gouvernance et son fonctionnement en propre;



B. Tableau 2 : Autorisations budgétaires

Le tableau 2 « autorisations budgétaires », soumis au vote du conseil d’administration, présente :

- les ouvertures de crédits en autorisations d’engagement (AE – estimation maximale des nouveaux engagements juridiques intervenant en 2026) et en crédits de paiement (CP – décaissements maximaux autorisés en 2026 pour faire face à l’ensemble de nos engagements juridiques, souscrits en 2026 ou précédemment) ;
- les prévisions d’encaissement de recettes sur l’exercice.

Il permet de dégager le solde budgétaire prévisionnel à rapprocher du niveau de trésorerie de l’établissement. Ce solde traduit en effet l’impact des opérations budgétaires de l’exercice sur la trésorerie et permet de s’assurer que les opérations budgétaires sont couvertes par la trésorerie pour un exercice donné.

Le tableau ci-après présente l’évolution des autorisations budgétaires en dépenses et recettes entre l’exécuté 2024, le budget initial 2025 et le budget initial 2026.

Dépenses										Recettes			
	CF 2024		BI 2025		BI 2026		Variation			CF 2024	BI 20025	BI 2026	Variation
Dépenses	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	Recettes globalisées				
Personnel	11 377 241	11 377 241	14 961 511	14 961 511	16 196 293	16 196 293	1 234 782	1 234 782	SCSP	8 713 742	8 094 557	7 022 026	-1 072 531
fonctionnement	46 524 856	41 284 335	108 561 300	72 752 937	73 266 699	63 148 722	-35 294 601	-9 604 215	Autres financements de l'Etat	44 336	63 446 728	57 652 010	-5 794 718
Investissement	492 792	327 260	2 912 000	2 912 000	2 142 000	2 142 000	-770 000	-770 000	Fiscalité affectée	22 369	59 000	59 000	0
									Autres financements publics	40 021 762	419 112	976 926	557 814
									Recettes propres	4 207 855	3 417 394	5 666 739	2 249 345
TOTAL	58 394 889	52 988 836	126 434 811	90 626 448	91 604 993	81 487 015	-34 829 818	-9 139 433		53 010 064	75 436 791	71 376 701	-4 060 090
Encaissements		21 228							Décaissements		15 189 657	10 110 314	-5 079 343

Les propositions soumises à l’approbation du conseil d’administration conduiront à un décaissement de 10,1M€ contre 15,2 M€ prévus en BI 2025.

B.1 Présentation de l’évolution des recettes budgétaires prévisionnelles 2026

Les recettes budgétaires s’établissent comme suit :

Recettes				
	CF 2024	BI 2025	BI 2026	Variation - BI 26-BI 25
Recettes globalisées				
SCSP	8 713 742	8 094 557	7 022 026	-1 072 531
Autres financements de l'Etat	44 336	63 446 728	57 652 010	-5 794 718
Fiscalité affectée	22 369	59 000	59 000	0
Autres financements publics	40 021 762	419 112	976 926	557 814
Recettes propres	4 207 855	3 417 394	5 666 739	2 249 345
	53 010 064	75 436 791	71 376 701	-4 060 090

La prévision d'encaissement de l'année 2026 s'établit à 71,4 M€ en diminution de 4,1 M€ en regard du BI 2025.

Les typologies de recettes mentionnées dans le tableau ci-dessus sont détaillées ci-après.

B1.1 Recettes globalisées

Les recettes globalisées s'élèvent à 71,4 M€ soit 100 % de la prévision d'encaissement totale, l'université n'ayant pas fixé les déterminants des recettes fléchées. Ce point fera l'objet de travaux en 2026.

Subvention pour charges de service public (SCSP) 7,0 M€

La subvention pour charges de service public est prévue à 7,0 M€ en baisse de 1,1 M€ par rapport au BI 2025. Ce montant est adossé sur la notification intermédiaire 2025 en l'absence de pré-notification.

	CF 2024	BI 2025	notification intermédiaire	BI2026	Ecart BI à BI
masse salariale	5 128 737	5 111 437	5 368 065	5 368 066	256 629
Fonctionnement	1 624 721	1 624 721	1 653 961	1 653 961	29 240
sociée	6 753 458	6 736 158	7 022 026	7 022 027	285 869
Actions spécifiques					0
MS	189 144	114 609	100 022		-114 609
fonctionnement	38 040	88 390	15 799		-88 390
	227 184	202 999	115 821		-202 999
COMP	1 733 100	1 155 400	1 155 400		-1 155 400
TOTAL	8 713 742	8 094 557	8 293 247	7 022 027	-1 072 530

Par courriel du 17 novembre, le rectorat a indiqué que la SCSP devait être ajustée « de toutes les mesures non pérennes, dites « actions spécifiques », dont les COMP, ceci à titre conservatoire. Ces actions spécifiques seront traitées dans les notifications initiales et intermédiaires en 2026 ».

Cette mesure de dernière minute pèse sur le résultat prévisionnel de l'exercice, tel que programmé au budget initial. En effet, le Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) dont PSL aurait dû percevoir le solde en 2025, avait été reporté, à la demande de l'Etat à l'été 2025 sur 2026. Le projet de budget a donc été initialement établi en intégrant cette ressource. Cependant ainsi qu'indiqué supra, cette recette ne pourra finalement être intégrée qu'en budget rectificatif compte tenu de sa suspension à titre conservatoire.

Financements Etat et publics hors Intérêts de la dotation non consommable (DNC).

Les financements publics hors intérêts de la DNC présentent la caractéristique d'être tributaires de la capacité de l'université à rechercher des financements sur appels à projets et de dépendre de la politique des financeurs publics et de leur capacité à maintenir un montant élevé de financements. Ils sont donc suivis tout particulièrement.

La comparaison BI 2025 / BI 2026 fait apparaître une diminution des financements de l'Etat et des financements publics de 5,2 M€. Cette réduction provient pour l'essentiel du financement des CMA dont le calendrier de versement ne prévoit pas, de recettes en 2026 pour quatre d'entre eux. Elle ne présente donc pas de facteur d'alerte. A l'inverse il est prévu un encaissement de 4,4 M€ sur le PUI contre 0 M€ en 2025.

CENTRE		Description du CF	2 025		2 026
NEUTRALISA	FINANCIER				
NON	1A03_02	PARTAGE SAVOIRS	150 000	150 000	0
	1A05	DRH	0	0	0
	1D01_06	PEPITE	142 000	35 000	-107 000
	1D02_01	PARTENARIAT ENTREPRISES	50 000	20 000	-30 000
	1I01	PILOTAGE RI	0	10 000	10 000
	1I02	PARTENARIATS	169 200	313 500	144 300
	1I04	EELISA	501 249	928 259	427 010
	1V01_01	PILOTAGE VIE ETU	20 000	20 000	0
	1V03	RSE	0	6 999	6 999
Total NON neutralisée en comptabilité générale			1 032 449	1 483 758	451 309
OUI Opé pluri	1A20	IDEES	1 462 500	1 462 500	0
	1C01_01	CLUSTER IA COORDINATION	13 500 000	13 500 000	0
	1D40	PUI	0	4 376 800	4 376 800
	1F20	DEMOES	725 000	725 000	0
	1F40	EXCELLENCES	1 992 666	1 992 666	0
	1F60_01	CMA IA	3 978 317	0	-3 978 317
	1F60_02	CMA DECARBONATION MERCASTO	2 025 000	0	-2 025 000
	1F60_04	CMA QUANTEDU	1 619 778	809 744	-810 034
	1F60_05	CMA SPATIAL	1 018 762	1 018 762	0
	1F60_06	CMA SANTE NUMERIQUE	0	0	0
	1F60_07	CMA IBE3_BACHELOR	3 060 000	0	-3 060 000
	1R07	SAAP	595 822	463 051	-132 771
	1R10_12	COFUND	0	0	0
	1R20_01	SFRI-PG	2 000 000	2 000 000	0
	1R09	EUR	483 774	483 774	0
Total opération pluriannuelles			32 461 619	26 832 297	-5 629 322
Total général			33 494 068	28 316 055	-5 178 013

Financements Etat : Intérêts de la dotation non consommable (DNC).

La dotation non consommable inscrite au bilan de l'université génère une ressource annuelle de 27,0 M€. L'utilisation de cette ressource peut être présentée selon deux enveloppes :

- Intérêts de la DNC affectée par délibération du CA : 8,4 M€
 - Grands Programmes : 7,6 M€.
 - Part DNC de FRONT COG : 0,8 M€.
- Autres Intérêts de la DNC : 18,6 M€

L'utilisation de ce solde peut être présentée comme suit :

IDNC (en M€) « non fléchée »	18,6
Politique métier de l'université (formation, recherche, et innovation, développement, vie étudiante...	5,9
Contrats doctoraux	4,1
Charges immobilières	3,5
Visibilité classement partenariat	2,3
Autres dépenses dont administration générale et SI	2,8

Fiscalité affectée : contribution vie étudiante : 0,7 M€

Le produit de la CVEC peut être décomposé en deux enveloppes :

- CVEC perçue directement par l'université : 59 K€
- CVEC reversée par les établissements : 600 K€.
Cette dernière enveloppe est calculée sur la base d'une contribution dont le montant par étudiant a été fixé en 2020. La somme perçue par l'université fluctue depuis en fonction du nombre d'étudiants non exonérés, sans prise en compte de l'évolution de la contribution CVEC par étudiant reversée par le CROUS aux établissements composantes.

Il est précisé que la CVEC reversée par les établissements n'est pas comptabilisée sur le compte budgétaire « fiscalité affectée », compte tenu des règles applicables.

Les autres ressources propres : 5,7 M€

Les autres ressources propres sont évaluées à hauteur de 5,7 M€ en hausse de 2,3 M€ par rapport au BI 2025.

Parmi les ressources inscrites, on soulignera notamment :

- L'évolution des droits d'inscription programmés dans le cadre de la Paris School of AI et de la formation continue (+0,9 M€),
- L'évolution des recettes attendues au titre de Paris Santé Campus en reflet de l'évolution de la charge de loyer (+ 0,3 M€ pour un total de 0,7 M€)
- L'inscription du rattrapage des contributions dues au titre des Professeurs attachés (0,9 M€) et des CPJ (0,2 M€).

Le tableau ci-après retrace les principales évolutions.

	2025	2026	Variation
Droits d'inscription formation initiale	102 200	102 200	0
Droits d'inscription PSAI		657 000	657 000
Formation continue	42 000	250 000	250 000
CVEC	600 000	600 000	0
Financement extérieur Contrats doctoraux & postes adm	0		0
Mise à dispo - Activités complémentaires (ENAMOMA)	127 000	127 000	0
Politique documentaire (convention contribution abonnements et ou	340 800	335 721	-5 079
Pépité-Frais accès Lab	15 000	15 000	0
Locations de salles		10 000	10 000
Support informatique - CNSAD	0		0
Participation ERP scolarité- PSL	147 000	147 000	0
Reversements FunMoocs	20 000	20 000	0
COFUND - Participation établissements	177 775		-177 775
Financement loyer PSC	451 000	795 000	344 000
Contributions GRIE PSC	36 000	40 000	4 000
Participation établissement dispositif professeurs attachés	380 952	438 610	57 658
Rattrapage MS professeur attachés		892 548	892 548
CPJ		231 920	231 920
Rattrapage CPJ		248 373	248 373
Partenariats RI : NOC + GREENSTEM	235 800	222 300	-13 500
H2020 INNOCORE reliquat	136 875	0	-136 875
Financement SMD 1	395 270	278 292	-116 978
DEV - Taxe d'apprentissage	10 000	15 000	5 000
VIE - Reversement établissements Aides Ukraine	7 200	7 200	0
VIE - Reversement établissements cofinancement permanence psychologue	5 000	5 000	0
VIE - Don IQERA cellule d'écoute	8 500	8 500	0
Autres (dont participation titres restaurants)	179 021	220 075	41 054
TOTAL	3 417 393	5 666 739	2 291 346

B.2 Présentation de l'évolution des dépenses

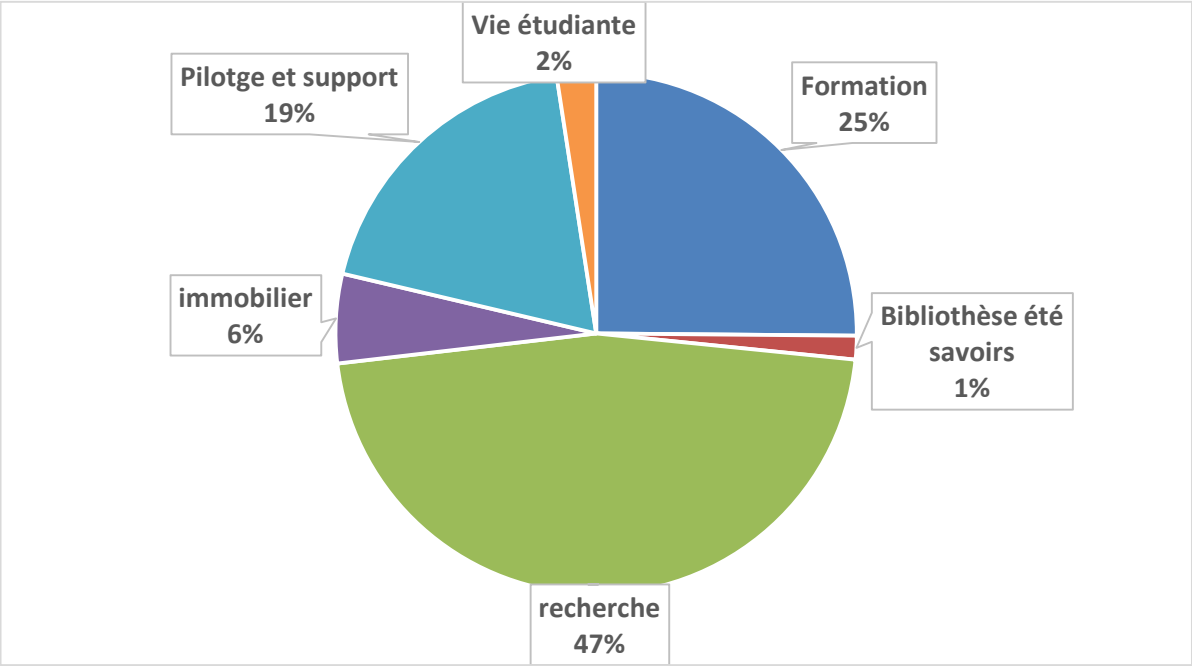
Il est proposé au conseil d'administration **d'autoriser l'engagement de 91,6 M€** de dépenses pour un **total d'autorisation de payer** (crédits de paiements - CP) **de 81,5M€**. Le tableau ci-dessous présente l'évolution entre l'exécution 2024, le budget initial 2025 et le BI 2026.

Dépenses								
	CF 2024		BI 2025		BI 2026		Variation	
Dépenses	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	11 377 241	11 377 241	14 961 511	14 961 511	16 196 293	16 196 293	1 234 782	1 234 782
fonctionnement	46 524 856	41 284 335	108 561 300	72 752 937	73 266 699	63 148 722	-35 294 601	-9 604 215
Investissement	492 792	327 260	2 912 000	2 912 000	2 142 000	2 142 000	-770 000	-770 000
TOTAL	58 394 889	52 988 836	126 434 811	90 626 448	91 604 993	81 487 015	-34 829 818	-9 139 433

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont proposées en conformité avec les orientations fixées par la lettre d'orientation budgétaire.

Elles présentent la structure suivante :



Dépenses d'investissement

Les investissements s'élèvent à 2,1 M€ en AE et CP. L'évolution constatée correspond à la diminution des crédits d'investissement du programme DEMOES (-0,77 M€) dont c'est la dernière année.

B.3 Solde budgétaire

Le solde budgétaire précise l'impact sur la trésorerie des décisions budgétaires. Rapproché du plan de trésorerie, il est un indicateur de la soutenabilité du budget et de la solidité de la trésorerie de l'université en regard des prévisions de décaissements en 2026.

Au total, les évolutions des dépenses et recettes susmentionnées conduisent à demander au conseil d'administration de voter un plafond d'autorisations d'engagement (AE) de **91,6 M€** et un plafond de crédits de paiement (CP) pour 2026 de **81,5 M€** à rapprocher d'une prévision d'encaissement de **71,4 M€**.

Il en ressort un décaissement net prévisionnel de **10,1 M€**. (Tableau 4)

Ce décaissement net sur 2026 est tout à fait soutenable, la trésorerie prévisionnelle à fin 2026 s'établissant à 39,7 M€.

C. Tableau 3 : la présentation des demandes d'ouverture de crédits par destination et par origine de recettes

Ce tableau, dont les montants globaux sont identiques au tableau 2, permet de ventiler les dépenses entre la formation, la recherche, les bibliothèques, l'immobilier, les fonctions supports et de pilotage et les actions à destination des étudiants. Il opère aussi une présentation des recettes par origines de financement.

D. Tableau 8 : Opérations liées aux recettes fléchées (Prévisionnel) du budget Agrégé

Ce tableau vise à retracer les décalages entre les encaissements et décaissements liés aux recettes fléchées. Il permet d'établir l'impact des opérations sur recettes fléchées sur la trésorerie de l'université tant en 2026 que jusqu'au parfait achèvement des opérations budgétées.

L'université n'ayant pas décidé des déterminants des recettes fléchées, ce tableau ne retrace pas de mouvement budgétaire.

E. Tableau 9 : Tableau des opérations pluriannuelles

Le tableau 9 constitue une aide au pilotage à court et moyen terme. Il permet de mettre en lumière les décalages entre les recettes et les dépenses relatives aux opérations pluriannuelles qui peuvent donner lieu à des encaissements et décaissements sur des exercices distincts.

Prévision budgétaire 2026

La prévision d'exécution 2026 est synthétisée comme suit :

Opération	Dépenses		Recettes	Solde (Recettes - CP)
	AE	CP		
COFUND	825 894	1 235 274	1 309 668	74 394
ASDESR	460 000	460 000	463 051	3 051
CLUSTER IA	31 569 211	8 075 285	13 500 000	5 424 715
CMA DECARBONATION MERCASTO	734 410	1 299 370	0	-1 299 370
CMA IA	1 919 937	1 919 937	0	-1 919 937
CMA IBE3_BACHELOR		2 077 778	0	-2 077 778
CMA QUANTEDU	1 002 441	779 570	809 744	30 174
CMA SANTE NUMERIQUE	96 000	307 050	0	-307 050
CMA SPATIAL	361 524	1 225 515	1 018 762	-206 753
COFUND	187 336	187 336		-187 336
DEMOES	2 818 566	2 818 566	725 000	-2 093 566
EXCELLENCES	2 646 357	2 642 030	1 992 666	-649 364
GRAND PROGRAMME	277 280	7 821 989	7 598 989	-223 000
IDEES	2 564 964	2 564 964	1 462 500	-1 102 464
PUI	3 018 842	3 018 842	4 376 800	1 357 958
SFRI	3 317 888	3 550 167	2 000 000	-1 550 167
TOTAL	51 800 650	39 983 672	35 257 180	-4 726 493

Les opérations identifiées en opérations pluriannuelles génèrent un décaissement net de 4,7 M€ en 2026 pour une trésorerie issue des opérations pluriannuelles au 31/12/2025 de 11,1 M€).

Bilan exécution cumulée et impact sur la trésorerie de l'université

Le tableau ci-après présente le solde annuel et cumulé des décaissements (CP) et encaissements sur les opérations pluriannuelles à fin 2025 et fin 2026 compte tenu des prévisions de dépenses et recettes programmées sur 2026.

A fin 2025, la prévision d'exécution cumulée sur les opérations pluriannuelles présente un solde positif de 11,1 M€, compte tenu du décalage entre l'encaissement des financements par l'université et les décaissements issus des opérations.

Le projet de BI 2026 prévoit un décalage entre les recettes et les dépenses de l'exercice négatif de 4,7 M€, ce qui conduit à un solde de trésorerie cumulé issu des opérations pluriannuelles à fin 2026 de 6,3 M€ (11,1 M€ - 4,7 M€).

Le tableau ci-dessous précise la constitution de la trésorerie :

Trésorerie à fin 2025		49 599 308
dont trésorerie issue des opérations pluriannuelles		11 083 803
dont trésorerie hors opérations pluriannuelles		38 515 505
Variation de trésorerie 2026 issue des opérations pluriannuelles		-4 726 493
autres facteurs de variation de trésorerie		-5 212 563
Total variation de trésorerie		-9 939 056
solde de trésorerie à fin 2026		39 660 252
dont trésorerie issue des opérations pluriannuelles		6 357 310
dont trésorerie hors opérations pluriannuelles		33 302 942

II. Equilibre financier, opération pour compte de tiers et trésorerie.

Cette partie présente les tableaux 4 (équilibre financier), 5 (opérations pour compte de tiers) et 7 (trésorerie). Ces tableaux explicitent l'évolution de la trésorerie prévisionnelle au 31 décembre 2026 en articulant les encaissements et décaissements issus de l'exécution budgétaire et les décaissements et encaissements liés aux opérations non budgétaires (opérations pour compte de tiers notamment).

F. Tableaux 4 et 5 : Equilibre financier du budget et opérations pour compte de tiers

Le tableau 4 a vocation à permettre aux administrateurs de s'assurer que le projet de budget qui lui est proposé au vote est soutenable en termes de trésorerie.

Il inclut donc les variations de trésorerie découlant des opérations budgétaires mais également d'autres opérations qui influent sur la trésorerie de l'établissement : les opérations dites « pour compte de tiers » retracées au tableau 5 et les remboursements d'emprunts, dépôts et cautionnements (tableau 4).

G. Tableau 7 : Plan de trésorerie prévisionnel

Le tableau 7 présente l'évolution prévisionnelle de la trésorerie pour les mois de janvier à décembre 2026.

Les hypothèses de construction reposent sur la saisonnalité des encaissements et décaissements constatée au titre des derniers exercices et des données 2026 connues (encaissements sur convention programmés par exemple).

III. Situation patrimoniale (tableau 6) et passage de l'exécution budgétaire à l'exécution comptable (tableau 11).

H. Tableau 6 : Evolution de la situation patrimoniale de l'université découlant du projet de budget initial 2026

Le tableau 6 « Situation patrimoniale » vise à apprécier l'impact sur les capacités financières de l'université des demandes d'ouverture de crédits et des prévisions de recettes inscrites au projet de budget. Ce tableau permet de s'assurer de la soutenabilité financière à court, moyen et long terme de l'établissement.

Il présente le compte de résultat prévisionnel et l'évolution du fonds de roulement de l'établissement. Cette appréciation permet d'avoir une vision à long terme de la stratégie de l'université et de la soutenabilité financière. Elle permet de dépasser la vision à court terme de la seule évolution de sa trésorerie.

H.1 Résultat prévisionnel de l'exercice

Le projet de budget initial prévoit un total de 78,9 M€ de produits pour 80,0 M€ de charges, soit un résultat prévisionnel de – 1,1 M€.

Ce résultat négatif est expliqué par la demande formulée fin novembre par l'Etat de ne pas inscrire la dernière tranche du contrat d'objectif de performance et de moyen (COMP) ainsi que par le paiement en 2026 d'une partie des opérations ayant donné lieu à prélèvement sur le fonds de roulement au BI 2025 :

	2 025	2 026	variation
RESULTAT PREVISIONNEL	-3 666 098	-1 165 028	2 501 070
Prélèvement FDR (Tranche 5)	3 270 783	123 000	
Prélèvement FDR (Fonds réfugiés)	200 000	135 000	
Prélèvement FDR (Carte européenne)	200 000	0	
Interdiction inscription du COMP et dépenses spécifiques		1 271 221	
Résultat corrigé	4 685	364 193	359 508

Net de ces éléments, le résultat prévisionnel est positif et s'améliore de 0,3 M€.

H.2 Capacité d'autofinancement (CAF) :

La capacité d'autofinancement de l'université s'établi à -1,1 M€ contre -3,5 M€ en BI 2025 :

	Budget N-1	Budget Initial N
Résultat prévisionnel de l'exercice	-3 666 100	-1 165 028
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	681 067	681 067
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	574 400	574 400
CAF ou IAF *	-3 559 433	-1 058 361

Compte tenu d'une CAF négative, les investissements sont exclusivement financés par les financements externes de l'actif (14 %) et le fonds de roulement (86%).

Dans le cadre des travaux sur la soutenabilité, un indicateur des modalités de financements entre CAF, FDR et financement externe sera proposé afin d'assurer durablement les investissements courants de l'université.

H. 3 Prélèvement sur le fonds de roulement

Le budget 2026 prévoit un prélèvement sur le fonds de roulement de 2,9 M€ contre 3,6 M€ en BI 2025.

I. Equilibre patrimonial

Le tableau ci-après présente l'évolution de trois indicateurs clés de l'équilibre patrimonial que sont le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie :

	CF2024	BI 2025 actualisé exécution 2024	pre exécution 2025	Budget Initial 2026
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION ou DIMINUTION		-3 599 433	-3 599 433	-2 894 055
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT		11 590 224	11 590 224	7 045 001
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION ou DIMINUTION		-15 189 657	-15 189 657	-9 939 056
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	21 609 973	18 010 540	18 010 540	15 116 485
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-43 178 992	-31 588 768	-31 588 768	-24 543 767
Niveau de la TRESORERIE	64 788 965	49 599 308	49 599 308	39 660 252

En jours de dépenses décaissables :

	CF2024	BI 2025 actualisé exécution 2024	Budget Initial 2026
Niveau du FONDS DE ROULEMENT en jours de charges décaissables	147	73	69
Niveau de la TRESORERIE en jours de charges décaissables	442	203	179

Le fonds de roulement à fin 2026 s'établit ainsi à 15,1 M€.

En nombre de jours de fonctionnement, le fonds de roulement à fin 2026 s'établit à 69 jours de dépenses de fonctionnement³ décaissables, pour un seuil de vigilance inférieur ou égal à 15 jours.

Trésorerie : la trésorerie projetée à fin 2026 s'établit à 39,5 M€. Ce montant représente 179 jours de dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses de personnel) décaissables. La trésorerie de l'université ne recèle pas d'alerte.

J. Synthèse budgétaire et comptable (tableau 10)

Ce tableau synthétise les agrégats significatifs issus des différents tableaux constitutifs de la liasse budgétaire et comptable 2026.

³ Les ratios fonds de roulement et trésorerie sont calculés en jour de dépenses de fonctionnement décaissables conformément aux indicateurs publiés par le ministère (tableau de bord financier)

